

La bureaucratisation du monde

vendredi 26 février 2021, par [Denis COLLIN](#)

La bureaucratisation du monde

La place qu'ont prise les classes intellectuelles mériterait d'être replacée dans un mouvement plus général analysé dès la fin des années 1930 par le trotskiste italien Bruno Rizzi dans son livre intitulé *La bureaucratisation du monde*. Rizzi voyait dans le système soviétique stalinien, le nazisme et le fascisme et enfin le *new Deal* de Roosevelt trois développements convergents du mode de production capitaliste à notre époque, ce qu'il nomma justement « bureaucratisation du monde ». La thèse de Rizzi s'inscrit dans un débat qui porte sur la nature de l'URSS, débat qui oppose Trotski et Yvan Crépeau, le premier tenant l'URSS pour un État ouvrier dégénéré et le second pour un collectivisme bureaucratique. Cependant se poursuivra dans les mêmes termes, opposant Trotski à deux membres du SWP (parti socialiste des travailleurs, trotskiste), James Burnham et Max Shachtman. On trouve toutes les interventions de Trotski dans le recueil *Défense du marxisme*. Après la Seconde Guerre mondiale, on retrouvera cette discussion sur l'URSS principalement entre les trotskistes orthodoxes et ceux qui, derrière Cornelius Castoriadis, vont fonder *Socialisme ou Barbarie*. Si on résume schématiquement ce qui est en cause : pour les marxistes orthodoxes — et les trotskistes en font partie — les deux seules classes sociales aptes à dominer la société sont la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat. Il ne peut pas y avoir de « classe bureaucratique » comme le soutient Rizzi. Mais l'avantage de Rizzi tient à ce qu'il a une vue plus large. Concluant son analyse de l'URSS, il écrit sous la tête de chapitre « Le règne de la petite bourgeoisie » : « C'est ainsi que nous le définissons, car ce phénomène est général et non seulement russe. En U.R.S.S. ce phénomène est surtout bureaucratique, parce qu'il est né de la bureaucratie ; mais dans les pays totalitaires, il se nourrit naturellement parmi les techniciens, les spécialistes, les fonctionnaires syndicaux du parti de toutes espèces et couleurs. Sa matière première est tirée de la grande armée de la bureaucratie étatique et paraétatique, des administrateurs des sociétés anonymes, de l'Armée, de ceux qui exercent une profession libre et de l'aristocratie ouvrière même. »

La place qu'à prise cette petite bourgeoisie bureaucratique dans le mode de production capitaliste découle de l'évolution même de ce mode de production, évolution que Marx avait déjà analysée sans pouvoir encore en tirer toutes les conclusions. Rappelons tout de même ce que Marx nous a appris. La dynamique du mode de production capitaliste conduit à la concentration et à la centralisation du capital. Des firmes gigantesques prennent progressivement la place des petites entreprises capitalistes. Dans ces firmes, le travail de direction du procès de travail n'est plus effectué par le capitaliste, mais par des fonctionnaires du capital, des cadres et des managers, formellement salariés et licenciables, bien que leur participation à la distribution de la plus-value soit assez notable. Autrement dit, et c'est le premier point, l'expropriation des capitalistes se fait chaque jour par la logique même de l'accumulation du capital.

En second lieu, la socialisation croissante du procès de production dont chaque partie dépend toujours plus d'une longue chaîne interne et externe à l'entreprise suppose une croissance plus que proportionnelle de tâches de coordination et des processus de surveillance. Dans le même temps, cette production est de plus en plus dépendante de la maîtrise de techniques complexes, qui nécessitent des connaissances scientifiques sérieuses. Même si l'expression est douteuse, du point de vue même de l'analyse marxienne, la science devient ainsi comme « une force productive directe » ainsi que le dit Marx dans un passage très (trop) commenté des *Grundrisse*.

En troisième lieu, la propriété du capital elle-même devient une propriété sociale : le développement du crédit et des sociétés par actions, indispensables moyens de centralisation du capital et de production de capital fictif, laisse le capitaliste lui-même aux marges du système. Il existe effectivement de richissimes capitalistes qui contrôlent indirectement une part considérable de la richesse sociale, mais ils ne

représentent en capital qu'une petite minorité face aux investisseurs institutionnels, aux banques, aux fonds de pension, aux fonds souverains, etc.

En quatrième lieu, la plateformesation de l'économie avec l'introduction des tout-puissants acteurs de « l'économie numérique, les GAFAM et leurs émules qui tendent à devenir un pseudo-marché et s'accaparent en tant qu'intermédiaires une part considérable de la plus-value qu'ils n'ont produite eux-mêmes à aucun titre. Avec quelques dizaines de milliers d'employés tout au plus, ces entreprises ont une capitalisation boursière bien supérieure aux mastodontes du commerce comme Wall Mart (1,2 millions d'employés) ou de l'industrie automobile. Cette capitalisation extravagante reflète simplement la capacité des GAFAM et tutti quanti à s'accaparer la plus-value produite dans les secteurs productifs de l'économie.

Enfin, au-dessus de cet édifice de plus en plus complexe du capital, les décisions stratégiques et d'organisations tendent à être remplies par les gros cabinets d'audit, BCG, KPMG, MacKinsey, Deloitte, PricewaterhouseCoopers (PwC), Bain & Company, etc. Ces groupes emploient au total des centaines de milliers de personnes. PwC, à lui seul, emploie 260 000 personnes pour un chiffre d'affaires de plus de 40 milliards de dollars. KPMG a 270 000 employés. Deloitte a 330 000 employés. Les sept majors emploient plus d'un million de personnes. Chaque année, ils renouvellent un quart de leurs employés... qui se retrouvent dans les cadres dirigeants des entreprises auditées !

On voit ainsi que la bureaucratie capitaliste, cette bureaucratie invisible qui dénonce tous les matins comme un mantra la bureaucratie, n'a rien à envier à la bureaucratie soviétique. Sinon qu'aucun "idéal" ne vient entraver son cynisme et qu'elle n'a donc besoin ni de purges ni de féroces luttes idéologiques pour dominer.

On pourrait donc donner crédit aux thèses de Bruno Rizzi. L'histoire du capitalisme au cours du dernier siècle est bien l'histoire de la bureaucratiation du monde. La révolution prolétarienne a été battue par la *managerial revolution*, pour reprendre le titre du livre de James Burnham, publié en 1941, peu après sa rupture avec le trotskisme, un livre qui a inspiré le *1984* d'Orwell. Il faudrait maintenant ajouter deux thèses.

Premièrement, la petite bourgeoisie intellectuelle n'est pas cette classe débile que dépeignent les marxistes orthodoxes. Contrôlant des portions importantes de la machinerie du mode de production capitaliste, elle est consciente de sa valeur et réclame sa part du gâteau, sinon le gâteau tout entier (une tentation qui l'amène pousser le flirt avec les idées révolutionnaires).

Deuxièmement, une partie de cette petite-bourgeoisie a vu dans le mouvement ouvrier et les idéaux socialistes un moyen de conquérir le pouvoir pour son propre compte. Pour ce faire, elle a non seulement adopté les mots et les slogans du socialisme — ce fut le cas dans les pays ex-coloniaux, tous, presque sans exceptions, tombés du Charybde de la domination impérialiste dans le Scylla des tyranneaux autochtones qui le plus souvent n'ont fait que suivre les traces des anciens maîtres. Dans les pays capitalistes avancés, la petite bourgeoisie intellectuelle a fait sa jonction avec l'oligarchie du mouvement ouvrier, née des victoires mêmes du syndicalisme et des partis socialistes et que Robert Michells a si bien analysée.